

COMMUNIQUE DE PRESSE

La crise sanitaire actuelle révèle combien nos services sont indispensables aux attentes des citoyens et des acteurs économiques. Ainsi, la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques) tient actuellement un rôle majeur dans le dispositif d'aide aux entreprises (Fonds de Solidarité). Ce dispositif, créé en mars 2020 pour soutenir les TPE et professionnels avec une aide de 1 500 euros maximum par mois, accorde désormais des subventions plus élevées aux entreprises de toutes tailles affectées par la crise.

Cela engendre une charge de travail extrêmement importante et chronophage pour les agents en charge de cette mission qui demande un haut degré de technicité et de très solides connaissances professionnelles. Cette nouvelle mission arrive dans un contexte où la situation des services était déjà proche de la rupture. Sans parler de la détresse psychologique de ces mêmes agents qui tentent de maintenir un haut niveau de service public, malgré un dispositif ubuesque d'octroi des aides aux entreprises, tellement automatisé et segmenté que les personnels des services de base (Service des impôts des entreprises -SIE- notamment) sont le réceptacle impuissant du désarroi des professionnels...

Mais, après un an de crise, ce gouvernement n'a tiré aucun enseignement des politiques successives qui ont cassé, sacrifié le Service Public sur l'autel de la rigueur budgétaire, de la rentabilité et de l'externalisation de missions avec l'ouverture à la concurrence.

Malgré cette crise sans précédent, il continue sa politique de destruction des services publics, en particulier le nôtre, avec le refus de toute pause dans les réformes engagées. C'est donc encore 2 000 emplois supprimés au niveau national pour le 1^{er} septembre 2021 (40 en Isère) et la mise en place à marche forcée d'un nouveau réseau dit de proximité (NRP) qui est en réalité un éloignement des services pour les usagers. Cette situation entraîne des difficultés désormais abyssales pour l'exercice de nos missions de service public. Le manque de personnel est désormais patent.

Face à cette situation notre ministre, Bruno LE MAIRE, annonce le recrutement de 250 CDD pour venir renforcer les effectifs de la DGFIP... Alors que nous subissons depuis des années des milliers de suppressions d'emplois (plus de 40 000 en 10 ans!)

Pour le département de l'Isère, c'est sur Le Bon Coin que notre direction a déposé cette « offre d'emploi » !!! Ainsi, 6 CDD devraient être recrutés pour aider nos services. Malheureusement, ces 6 personnes se verront dispenser à la prise de poste une formation low-cost (sans doute une ou deux journées seulement!).

Dans le même temps, la Direction des Finances Publiques 38 a généreusement offert ses services pour alimenter une plateforme téléphonique de rendez-vous vaccinal. Si la démarche est louable, la logique aurait été de renforcer en priorité nos services en charge du FDS par des agents titulaires !

Solidaires Finances Publiques 38 dénonce cette manière de faire qui non seulement va mettre en difficulté les 6 personnes recrutées en CDD et qui ne permettra absolument pas, qui plus est, de faire face !

De surcroît, l'adaptation perpétuelle des personnels de la DGFIP, leur disponibilité, leur haute technicité et leur engagement sans faille dans leur mission de service public sont largement reconnues.

Ces annonces décrédibilisent leur travail et banalisent leur technicité !

Contacts :

Jean-Marc GEOFFRAY

Isabelle FERRUCCI